



PRÉFET DE SEINE-MARITIME

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Haute-Normandie

Service Risques

Arrêté du - 2 JAN. 2014

mettant en demeure la société AKZO NOBEL PACKAGING COATINGS S.A.S., sise 182, rue Ludovic Becquet à SAINT-PIERRE-LÈS-ELBEUF de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

Le préfet de la région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
commandeur de la Légion d'honneur

- Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3, L. 514-5 ;
- Vu le décret du 17 janvier 2013 du Président de la République nommant M. Pierre-Henry MACCIONI préfet de la région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 mars 2001 délivré à la société AKZO NOBEL PACKAGING COATINGS S.A.S. pour l'exploitation d'un nouveau réacteur de fabrication de vernis, dont le siège social et les installations de production sont sises 182, rue Ludovic Becquet, B.P. 27, à SAINT-PIERRE-LÈS-ELBEUF ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°13-196 du 25 avril 2013 modifié portant délégation de signature à M. Éric MAIRE, secrétaire général de la préfecture ;
- Vu les dispositions édictées à l'article 4.18.2. de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 12 mars 2001 susvisé, qui prévoient que le réseau d'eau d'incendie est maillé et sectionnable tant en ce qui concerne l'eau que la solution moussante ;
- Vu les dispositions édictées à l'article 4.18.5. de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 12 mars 2001 susvisé, qui prévoient que les volumes d'émulseurs disponibles sur le site sont, notamment, de 2 m³ pour le dispositif semi-automatique d'extinction et 6 m³ associé soit au dépôt du parc n°18, soit pour lutter contre un incendie au niveau du parc de stockage en conditionnement ;
- Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 16/12/2013 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que lors de la visite en date du 18/10/2013, il a été constaté :

- que le réseau d'incendie n'est pas totalement maillé, en particulier au Sud des installations,
- le volume d'émulseurs pour le dispositif semi-automatique est de 1 m³,
- que le volume d'émulseurs en réserve fixe pour les parcs est de 5 m³,

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 4.18.2. et 4.18.5. des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 12 mars 2001 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AKZO NOBEL PACKAGING COATINGS S.A.S. de respecter les dispositions des articles 4.18.2. et 4.18.5. des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 12 mars 2001 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

le pétitionnaire entendu.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1 :

La société AKZO NOBEL PACKAGING COATINGS S.A.S. exploitant une installation de fabrication de vernis sise 182, rue Ludovic Becquet, B.P. 27, à SAINT-PIERRE-LÈS-ELBEUF est mise en demeure de respecter les dispositions :

- de l'article 4.18.2. des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 12 mars 2001 en réalisant la dernière jonction du réseau d'eau d'incendie pour que celui-ci soit totalement maillé et sectionnable dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- de l'article 4.18.5. des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 12 mars 2001 en disposant de 2 m³ d'émulseurs pour le dispositif semi-automatique et de 6 m³ d'émulseurs pour la réserve fixe associée au parc de stockage dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté ;

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

Article 3 :

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rouen, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 :

Le présent arrêté sera notifié à la société AKZO NOBEL PACKAGING COATINGS S.A.S.

Ampliation en sera adressée au :

- secrétaire général de la préfecture,
 - maire de la commune de SAINT-PIERRE-LÈS-ELBEUF,
 - directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Haute-Normandie,
- chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ROUEN, le - 2 JAN. 2014

Pour le préfet, et par délégation,
le secrétaire général



Éric MAIRE